

Le procès du POUM

7 novembre 1938

A l'annonce de l'unique procès que les responsables (?) de la République espagnole veulent tenter aux dirigeants du P.O.U.M., l'émotion a gagné les rangs de la classe ouvrière. Dans la C.G.T., dans le Parti socialiste, des protestations s'élèvent.

Le Populaire écrit que « *le seul document sur lequel est fondée l'accusation est un faux* ». Il rappelle que le propriétaire de ce document, le fasciste Golfin, après avoir nié qu'il eût jamais eu une quelconque relation avec le P.O.U.M., a été fusillé pour que son témoignage ne fût pas apporté devant le Tribunal.

Très justement le Populaire signale que les faits reprochés au P.O.U.M. sont antérieurs à la promulgation de la loi instituant le Tribunal d'Espionnage et par conséquent ne peuvent légalement être jugés devant un tel tribunal. Mais il est évident que la justice n'a rien à voir dans cette affaire. C'est un procès politique que les étranges « *défenseurs* » de la République espagnole veulent faire contre des militants intègres et qui ont donné des milliers de preuves de leur dévouement à la classe ouvrière et à la révolution. La preuve que le procès est monté de toutes pièces par les staliniens qui veulent se débarrasser d'adversaires de tendance nous est fournie par l'Humanité du 17 juillet. Georges Dimitrov dans une lettre adressée au P.C. espagnol écrit:

« *L'extermination complète de la bande d'espions trotskistes du P.O.U.M. est une des conditions les plus importantes pour la victoire sur les bandes meurtrières fascistes (1)* ». L'ordre d'exécution vient donc de Moscou; il est signé de Staline. Le gouvernement de Barcelone voudra-t-il se déshonorer en obéissant servilement aux ukases de Staline? Donnera-t-il au monde cette preuve - fatale pour lui - qu'il n'est pas un gouvernement libre ?

Nous attendons la réponse!

Tout le monde sait la situation angoissante de la République espagnole isolée par la politique de MM. Chamberlain et Bonnet, à laquelle l'U.R.S.S. a donné son adhésion: les franquistes avancent sur Sagonte et la famine sévit durement dans le camp républicain. Pour masquer leurs responsabilités dans les défaites militaires et l'absence de ravitaillement, les journaux communistes espagnols sont remplis d'attaques et de provocations au meurtre contre les courageux militants du P.O.U.M. Ce sont eux qui, en prison depuis un an, sont évidemment responsables de la perte de l'Euzkadi, des Asturies, de l'Aragon, de la chute de Lerida et de Castellon. Comme « *preuve de la trahison du P.O.U.M.* » le Frente Roja (13 juillet), organe officiel du P.C., cite le voyage à Saint-Sébastien du « *poumiste Doriot* » (sic) et les discours fascistes du renégat de Saint-Denis.

A ce flot d'infamies aussi absurdes que criminelles, les travailleurs doivent répliquer en exigeant la libération des militants du P.O.U.M.

Il y va du salut de la République espagnole et de l'honneur du prolétariat international.

Note :

(1) Le P.C. français plus prudent ne lance pas d'appel au meurtre; il se contente de « *féliciter le peuple espagnol pour sa vigoureuse défense contre les trotskistes du P.O.U.M., agents directs de Franco et de Hitler* » (Humanité du 18 juillet).